



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE NEW DELHI

N° 26 – Du 24 au 30 juin 2022

En bref

Afghanistan : Multiples aides financières multilatérales et bilatérales suite au séisme. Les Etats-Unis engagent des discussions pour débloquer une partie des réserves afghanes. Livraison de 3000 tonnes de blé de la part de l'Inde.

Bangladesh : Les banques ne parviennent pas à réduire leurs ratios de crédits sur dépôts. L'inflation atteint son plus haut niveau en huit ans, à 7,42% en mai. Les crédits alloués au secteur privé atteignent fin mai leur plus haut niveau depuis janvier 2019.

Bhoutan : Inflation à 5,95% en mai 2022.

Inde : *Indicateurs macro-économiques*: Augmentation de la production des huit industries de base de 18,1% en mai. Hausse de la dette publique de 20,1% en 2021/22. *Finances publiques* : Le déficit public atteint 12,3% de la cible en mai. Le conseil ne se prononce pas sur l'extension du mécanisme de compensation. *Secteur bancaire et financier* : Progression du crédit de 12,6% en mai. Hausse de la rémunération des dépôts. Progression des paiements par cartes de crédit. *Politique commerciale* : Premier round de négociation avec l'UE. *Informations sectorielles* : CMA-CGM remporte la concession pour la gestion du terminal à conteneurs du port de Nhava Sheva à Bombay. *Autres informations*: NITI Ayog propose l'instauration d'une sécurité sociale pour les travailleurs indépendants.

Népal : Diminution des taxes sur l'énergie. Reprise par le gouvernement du projet hydroélectrique Budhigandaki. Financement de la Banque mondiale de 275 M USD pour l'amélioration du commerce régional.

Pakistan : Signature de la seconde extension de l'initiative pour la suspension du service de la dette (ISSD). Approbation par l'Assemblée nationale de la Loi de finances 2022/23. Léger redressement du cours de la roupie (PKR). Projet de modification du statut de non-résidents.

Sri Lanka : Contraction du PIB au 1er trimestre 2022. La pénurie de carburant s'aggrave et paralyse le pays. Augmentation du déficit public et de la dette du gouvernement au 1er trimestre 2022. Progrès dans les discussions avec le FMI.

Afghanistan

Multiples aides financières multilatérales et bilatérales suite au séisme

Le 22 juin, l'Afghanistan a été frappé par un séisme de magnitude 6,1, faisant plus de 1000 victimes parmi la population et causant la destruction partielle ou totale de plus de 10 000 habitations. En réaction, le gouvernement taliban a annoncé une aide de 1 Md AFN (11,2 M USD) pour aider à la reconstruction.

L'Afghanistan a également fait appel à la communauté internationale, en dépit des lourdes sanctions imposées suite à la prise de pouvoir des Talibans en août 2021. Une aide de 10 M USD a été annoncée par les Nations unies à travers le Fonds Central d'Intervention d'Urgence (UNCERF). En complément, le Bureau des Nations Unies pour la Coordination de l'Aide Humanitaire (UNOCHA) a lancé un appel aux dons afin de fournir 110 M USD à l'Afghanistan pour venir en aide aux populations touchées par le séisme et aider à la reconstruction.

Concernant l'aide bilatérale, les Etats-Unis fourniront l'aide la plus importante, à hauteur de 55 M USD tandis que la Chine a annoncé une aide d'un montant de 7,5 M USD sous la forme de matériel et de biens de première nécessité. Le Royaume-Uni a annoncé une aide de 2,5 M GBP (3 M USD), en plus d'une aide de 286 M GBP (347 M USD) déjà prévue pour cette année, et l'Union européenne une aide de 1 M EUR. L'Australie a décidé de débloquer 1 M USD, en complément des 140 M USD promis en septembre 2021. L'Inde a quant à elle répondu en envoyant immédiatement une aide de 27 tonnes de matériel d'urgence. Enfin, les Emirats arabes unis ont livré 24,5 tonnes de produits de secours, après une livraison de 30 tonnes la semaine dernière.

Les Etats-Unis engagent des discussions pour débloquer une partie des réserves afghanes

Lors d'une rencontre à Doha, les délégations américaine et afghane auraient entamé des

discussions à propos d'un éventuel déblocage des réserves pour soulager la crise alimentaire. Les deux parties, comprenant le Représentant spécial des Etats-Unis pour l'Afghanistan d'une part, le ministre des Affaires étrangères du gouvernement taliban et le gouverneur de la Banque centrale afghane de l'autre, souhaiteraient mettre au point un mécanisme qui permettrait de débloquer une partie des réserves détenues auprès d'institutions américaines pour pouvoir fournir de l'aide alimentaire, sans remettre en cause les sanctions en place depuis le mois d'août dernier. Les Etats-Unis souhaiteraient pouvoir transférer les fonds à la Banque centrale afghane, tout en mettant en place des garde-fous permettant d'éviter une utilisation détournée par le gouvernement Taliban.

Pour rappel, une très grande majorité des réserves de la Banque centrale afghane, d'une valeur d'environ 9 Mds USD, sont retenues à la Fed et ont été gelées depuis la prise de pouvoir des Talibans en août 2021.

Livraison de 3000 tonnes de blé de la part de l'Inde

Le porte-parole pour le ministère des Affaires étrangères indien, Arindam Bagchi, a annoncé que l'Inde avait effectué une livraison de 3000 tonnes de blé en Afghanistan. Le blé a été délivré en passant par la voie routière à travers le Pakistan, qui a autorisé l'Inde à traverser son territoire suite à une requête de la part de New Delhi.

L'Inde avait fait plus tôt la promesse de livrer 50 000 tonnes de blé pour soulager la crise alimentaire en Afghanistan. Jusqu'à présent, 33 500 tonnes ont été livrées. Cette décision intervient alors que l'Inde avait suspendu ses exportations de blé vers le reste du monde, en indiquant toutefois que des exceptions pourraient être accordées pour les pays voisins en difficulté.

Bangladesh

Les banques ne parviennent pas à réduire leurs ratios de crédits sur dépôts

En janvier dernier, onze banques (dix privées et un établissement public, Basic Bank) dépassaient leurs plafonds de ratios de crédits sur dépôts (advance-deposit ratio ou ADR) en dépit de plusieurs avertissements du régulateur. Après le déclenchement de la pandémie de Covid-19 en mars 2020, la Banque centrale avait pourtant remonté le plafond de 85% à 87% pour les banques conventionnelles et de 90 à 92% pour les établissements de la finance islamique.

Pour autant, les ratios s'élevaient à 89,64% pour AB Bank, 91,7% pour National Bank, 97,76% pour Padma Bank (pourtant passée sous contrôle public), et 87,75% chez NRBC Bank ; une seule banque étrangère (la pakistanaise Al-Falah, sans grande visibilité) est en défaut avec 88,3%. Enfin les ratios de trois établissements islamiques dépassent les 96% (dont Exim Bank et Union Bank). Celui de Basis Bank s'élevait à 90,96%.

Au 27 janvier dernier, l'ensemble des dépôts bancaires s'élevait à 15 400 Mds BDT (165 Mds USD dont 129 Mds USD avaient été décaissés), soit un ratio ADR moyen de 73,7%.

Depuis juin 2018, les banques privées ne parviennent pas à réduire leurs ratios de crédits sur dépôts.

De nombreux établissements avaient en 2017 accru sensiblement leurs encours bancaires afin d'accroître leurs bénéfices. Dans le but d'engager une réduction relative des prêts accordés, la Banque centrale avait en janvier 2018 fixé à fin juin 2018 le délai pour ramener les ratios crédits/dépôts de 85% à 83,5% pour les 32 banques commerciales conventionnelles, et de 90 à 89% pour les huit banques placées sous le régime de la Charia. Faute de résultats, le délai avait été prolongé à plusieurs reprises jusqu'en décembre 2019.

Le ratio ADR du secteur bancaire était de 77,5% fin décembre 2018, 75,9% fin 2017 et 71,9% fin 2016.

L'inflation atteint son plus haut niveau en huit ans, à 7,42% en mai

Sur le mois de mai, l'indice mensuel des prix à la consommation poursuit sa remontée observée depuis septembre dernier, après une pause en janvier.

Selon le Bureau des statistiques (BBS), l'inflation a atteint en mai 2022 7,42% en glissement annuel (« point to point ») contre 6,29% en avril dernier et 5,26% en mai 2021. L'indice des produits alimentaires progresse de 8,30%, et celui des autres produits (principalement l'énergie et les transports) de 6,08%. C'est le plus haut niveau observé depuis huit ans.

L'inflation en zone rurale atteint en glissement annuel 7,94% (tirée par la hausse des prix alimentaires à +8,84%), contre 6,49% dans les zones urbaines (+7,08% pour les prix alimentaires).

En moyenne sur les douze derniers mois (juin 2021 à mai 2022), la hausse des prix de détail est évaluée à 5,99% contre 5,59% un an plus tôt. Elle se situe nettement au-dessus des prévisions budgétaires qui en juin 2021 avaient retenu 5,3%, puis 5,7% pour l'exercice en cours. L'inflation est restée sous la barre des 6 points annuels depuis 2015.

Les crédits alloués au secteur privé atteignent fin mai leur plus haut niveau depuis janvier 2019

Tombé à un étiage de 7,55% en mai 2021, le taux de croissance annuel des crédits privés est remonté à 12,94% en g.a. en mai dernier (+12,48% fin avril), soulignant la confiance retrouvée des investisseurs. C'est le plus haut niveau constaté depuis 41 mois (13,2% en janvier 2019), même s'il reste encore sous la cible de la Banque centrale fixée en juin 2021 (+14,8% à fin juin 2022 à la clôture de l'exercice budgétaire).

La tendance devrait se poursuivre compte tenu des nombreux investissements productifs en cours (les prêts à l'industrie ont progressé de 34% au 1^{er} trimestre 2022 en g.a.), et des besoins accrus de financement des importations (hausse des cours mondiaux, impact du conflit russo-ukrainien, dépréciation du Taka vis-à-vis du dollar US, etc.).

Bhoutan

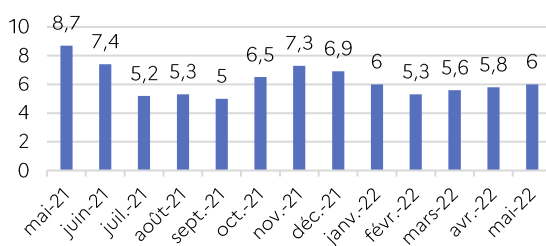
Inflation à 5,95% en mai 2022

Selon les [données](#) publiées par le Bureau national des statistiques, l'indice des prix à la consommation (CPI) est en hausse de 5,95% en glissement annuel (contre 8,69% en mai 2021). L'inflation est en hausse pour le troisième mois consécutif, en raison principalement de la hausse des cours mondiaux de l'énergie et des produits de base depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine.

Les prix des produits non alimentaires, qui représentent 54% de l'indice, continuent d'enregistrer une augmentation plus importante avec 8,1%, contre 3,5% pour les produits alimentaires. Parmi les douze secteurs, le transport a enregistré la plus forte hausse de 15,5%, principalement liée au prix du carburant qui a augmenté de 62% en glissement annuel (g.a) pour le diesel et de 36% pour l'essence. L'habillement et les chaussures ont enregistré la deuxième augmentation avec 7,8%, suivis par les biens et services divers avec 6,7%.

En glissement mensuel, les prix ont diminué de 0,5% en raison du recul des prix des produits alimentaires de 1,6%. La baisse des prix du piment, des œufs et des autres légumes a entraîné une baisse globale des prix par rapport au mois précédent. Cependant, les prix des produits non alimentaires ont augmenté de 0,4% en raison de la hausse du prix des carburants (essence, diesel et kérosène).

Indice des prix à la consommation, en g.a.



Inde

Indicateurs macroéconomiques

Augmentation de la production des huit industries de base de 18,1% en mai

Les huit industries de base ont enregistré une hausse de leur production de [18,1% en glissement en annuel en mai après 8,4% en avril](#). Ces résultats s'expliquent en partie par un effet de base favorable induit par la seconde vague de la pandémie et le confinement d'avril à juin 2021.

L'ensemble des huit industries voient leur production croître en mai, en particulier la production d'électricité (+22%) en raison de la vague de chaleur, ainsi que celle de charbon, qui constitue un intrant clé de la production d'énergie thermique (+25,1%). Parmi les autres sources d'énergie, la production de pétrole brut a progressé de 4,6% et celles de gaz naturel et de produits de raffinage ont augmenté de 7% et de 16,7%, respectivement. La production d'acier augmente de 15% et la production de ciment de 26,3%. La production d'engrais, habituellement la plus faible contribution à l'indice global, est en hausse de 22,8%, peut-être une conséquence des sanctions occidentales contre les entreprises russes du secteur.

Pour rappel, sur l'exercice budgétaire 2021/22, la production de ces industries a progressé de 10,4%, après une contraction de 6,4% en 2020/21, exercice marqué par la pandémie.

Hausse de la dette publique de 20,1% en 2021/22

Fin mars 2022, la dette publique indienne atteint [122 900 Mds INR](#) (1 556 Mds USD), en progression de 20,1% en glissement annuel. La hausse de l'endettement public résulte des importantes dépenses engendrées par la pandémie et la relance de l'économie, tout en s'inscrivant dans une tendance de long terme.

En dix ans la dette publique a fortement augmenté. Equivalente à 66,4% du PIB en 2010/11, elle a été portée à près de 90% du PIB en 2020/21

et 87% en 2021/22 selon les prévisions du FMI. Mais la dette publique indienne reste majoritairement financée par l'épargne intérieure (plus de 80%) et est assortie d'une maturité moyenne supérieure à huit ans.

En mars 2022, la part interne de l'endettement public augmente de 19,6% en g.a. et la part externe de 26,9%. La part de l'endettement externe rapportée au PIB est ramenée de 21,1% en mars 2021 à 19,9% en mars 2022.

Part de l'endettement public rapporté au PIB
(FMI World Economic Outlook avril 2022)

2010/11	66,4
2011/12	68,6
2012/13	68,0
2013/14	67,7
2014/15	67,1
2015/16	69,0
2016/17	68,9
2017/18	69,7
2018/19	70,4
2019/20	75,1
2020/21	90,1
2021/22	86,8
2022/23	86,9

Part de l'endettement public indien en fonction de la
maturité des engagements (RBI)

<1 an	4%
1-5 ans	25%
5-10 ans	29%
10-20 ans	23%
>20 ans	19%
Total	100%

Finances publiques

Le déficit public atteint 12,3% de la cible en mai

Au deuxième mois de l'exercice 2022/23, le déficit public de l'Etat central atteint déjà **12,3% de la cible pour l'exercice** contre 8,2% de sa cible à la même période en 2021/22. Le déficit a été porté de 1 200 Mds INR en mai 2021 à 2 000 Mds INR (25 Mds USD) en mai 2022.

Cette évolution s'explique par la stratégie gouvernementale de la relance par la dépense publique et les investissements alors que la même période en 2021/22 avait été marquée par un ralentissement de l'activité consécutif à la deuxième vague de Covid-19.

[Le conseil ne se prononce pas sur l'extension du mécanisme de compensation](#)

S'est tenu cette semaine le 47^{ème} conseil de la *Goods and Services Tax* instaurée en 2017. Il marque l'achèvement de cinq années de mise en œuvre de cette taxe qui représente 6,4% du PIB en 2021/22.

Pourtant premier sujet à l'ordre du jour du comité, ce dernier ne s'est finalement pas prononcé sur l'opportunité d'étendre le mécanisme de compensation de la GST. La nouvelle échéance de mars 2026 avait été largement relayée par la presse et correspondait à une demande de la majorité des Etats fédérés. Ce mécanisme vise à contrebalancer le manque à gagner des Etats indiens consécutif à l'introduction de la GST et devait initialement prendre fin au 30 juin 2022.

L'extension offrirait un soutien financier aux Etats, affectés par la diminution de leurs recettes publiques en raison de la pandémie. Il devrait notamment servir à rembourser les 1 100 Mds INR (14 Mds USD) et 1 590 Mds INR (20 Mds USD) empruntés par les Etats indiens en 2020/21 et 2021/22 pour faire face à la crise du Covid-19.

Si le mécanisme de compensation est finalement étendu, le Conseil de la GST devra encore statuer sur les termes de la compensation envisagée pour les prochaines années. Pour mémoire, la *Compensation cess* devait garantir aux Etats une hausse de leurs recettes d'au moins 14% par an pendant cinq ans.

Le comité de la GST s'est toutefois accordé sur la [révision de certaines exemptions ainsi que la hausse des taux de GST sur certains produits](#). Les premières révisions prendront effet au 18 juillet 2022.

Le conseil a également décidé d'un abaissement des taux sur le transport de marchandises de 18% à 5% justifié par la hausse des prix du pétrole. Les petites entreprises en ligne dont le chiffre

d'affaires est inférieur à 4 M INR soit 50 600 USD pour les biens et 2 M INR pour les services sont exemptées de GST. Cette décision sera appliquée à partir de janvier 2023.

Secteur bancaire et financier

Progression du crédit de 12,6% en mai

Le crédit bancaire a progressé de 12,6% en glissement annuel en mai 2022 contre une hausse de 4,9% en mai 2021 et 11,3% en avril. Tous les secteurs sont concernés par cette progression similaire au mois précédent.

Les crédits accordés à l'industrie progressent de 8,7% en g.a. en mai, contre 0,2% en mai 2021. Pour ce qui est des services, les crédits augmentent de 12,9% (+3,4% en mai 2021) tandis que les prêts aux ménages progressent de 16,4% (+12,8% en mai 2021) et que ceux au secteur agricole sont en hausse de 11,8% (9,4% en mai).

La progression des crédits en partie par un effet de base favorable puisque que la même période en 2021 était marquée par la deuxième vague de Covid-19. Toutefois, le resserrement de la politique monétaire de la Banque centrale, dans le sillage du resserrement américain, risque de freiner le cycle du crédit.

Hausse de la rémunération des dépôts

De nombreuses banques ont réhaussé leurs taux de rémunération des dépôts pour attirer les épargnants. La première banque publique du pays, la *State Bank of India*, a ainsi relevé son taux de 20 point de base pour les dépôts fixes de moins de deux ans, tandis que les banques privées HDFC et Axis Bank ont relevé leurs taux pour le même type de dépôts de 35 et 15 pbb.

Progression des paiements par cartes de crédit

Selon les chiffres publiés par la Banque centrale, les paiements par carte de crédit en mai ont atteint 1140 Mds INR (14 Mds USD) soit une progression de 8% par rapport à avril, en glissement annuel, les paiements ont progressé de 118%.

1,7 M de nouvelles cartes de crédit ont été délivrées, un record en 27 mois et une hausse de

23,2% en g.a. signe de la reprise de la consommation.

Politique commerciale

Premier round de négociation avec l'UE

Le premier tour des négociations commerciales avec l'Union européenne a débuté le 27 juin à New Delhi, afin de discuter d'un possible accord de libre-échange entre l'Union européenne et l'Inde. Les deux parties espèrent signer trois accords: un accord sur les échanges commerciaux, un autre sur les investissements et un dernier sur la propriété intellectuelle et les appellations géographiques. L'échéance de fin 2023 est avancée par la presse indienne – en raison des échéances électorales à venir pour l'Inde – sans que la partie européenne ne se soit engagée sur un calendrier. Les parties avaient entamé des négociations en 2007, stoppées en 2013 faute d'une entente sur des domaines clés tels que les tarifs douaniers sur l'automobile ou encore la mobilité professionnelle. Le sommet de Porto de mai 2021 a relancé la négociation d'un accord de libre-échange global (ALE) entre l'UE et l'Inde.

Pour rappel les échanges commerciaux entre l'UE et l'Inde atteignaient 109 Mds USD en 2021, avec un excédent de 8 933 Mds USD en faveur de l'Inde, les premiers produits échangés étant pour les exportations indiennes les produits raffinés (combustibles minéraux), le fer l'acier et les produits de la chimie organique et pour les importations les diamants, les aéronefs et les produits de la construction automobile.

Informations sectorielles

CMA-CGM remporte la concession pour la gestion du terminal à conteneurs du port de Nhava Sheva à Bombay.

L'entreprise française CMA-CGM, 3^{ème} transporteur de porte-conteneurs au monde et détenant 13% du marché indien, a remporté le 29 juin la concession du terminal à conteneurs *Jawaharlal Nehru Port Container Terminal* du port de Nhava Sheva, deuxième port de conteneurs indien, situé à Bombay. La

concession porte sur la rénovation de 55 hectares d'espace de stockage et de 680 mètres de quai permettant ainsi d'augmenter les performances de ce terminal qui ne fonctionne actuellement qu'à 40% de ses capacités.

La co-entreprise rassemblant CMA CGM et l'opérateur local JM BAXI assurera la gestion des quais et de l'espace de stockage de ce terminal durant 30 ans. Ces nouvelles infrastructures entreront en service en juillet 2024, après 18 mois de travaux de rénovation.

Autres informations

NITI Ayog propose l'instauration d'une sécurité sociale pour les travailleurs indépendants

Le think tank NITI Ayog, dans sa dernière étude intitulée *India's Booming Gig and Platform Economy*, a recommandé la mise en place d'une sécurité sociale pour les travailleurs indépendants, comprenant les congés maladie, l'accès aux soins, l'assurance et la retraite.

Le rapport estime que l'Inde comptait en 2020/21 7,7 M de travailleurs indépendants soit 1,5% des actifs et anticipe 23,5 M de travailleurs indépendants d'ici 2029/30 soit 4,1% des travailleurs. 47% des travailleurs indépendants seraient moyennement qualifiés, 22% hautement qualifiés et 31% sans qualification, la tendance montrant une diminution de la concentration des travailleurs moyennement qualifiés au profit des deux autres catégories.

NITI Ayog explique également que la «platformisation» du travail à travers les plateformes de services en ligne ou de livraison (*Urban Company* ou *Zomato*) remet en question la classification traditionnelle entre travailleurs formels et travailleurs informels. Le think tank suggère à l'Inde de parvenir à trouver un équilibre juridique entre la flexibilité permise par les plateformes et la protection des travailleurs en s'inspirant des travaux d'autres pays notamment du Royaume-Uni.

Népal

Diminution des taxes sur l'énergie

A la suite de l'augmentation du prix des produits pétroliers, induite par la hausse des prix de l'*Indian Oil Corporation* (IOC), unique fournisseur de la *Nepal Oil Corporation*, le ministre de l'Industrie, du Commerce et des Approvisionnements, Dilendra Prasad Badu, a annoncé le 25 juin une nouvelle réduction des taxes à la pompe. L'essence enregistre ainsi une diminution de 10,05%, passant de 199 NPR/L (1,59 USD) la semaine dernière, à 179 NPR/L (1,41 USD), tandis que pour le diesel, le prix du litre a connu une baisse de 15,1%, passant de 192 NPR/L (1,53 USD) à 163 NPR/L (1,29 USD). Il s'agit de la deuxième mesure des pouvoirs publics ce mois-ci ([voir Brèves 2022-25](#)) pour amortir la hausse des prix des produits pétroliers, consécutive à la guerre russo-ukrainienne. Pour rappel, le prix des transports a augmenté de 21,8% en g.a. et d'1,4% en g.m, entre mi-avril et mi-mai.

Le manque à gagner induit pour les finances publiques n'est pas connu pour l'instant.

Reprise par le gouvernement du projet hydroélectrique Budhigandaki

Le gouvernement a décidé de reprendre le projet de construction de la centrale hydroélectrique de Budhigandaki, un projet de 1200 mégawatts qui devrait presque doubler la capacité installée actuelle du Népal (1695,4 MW en 2021). Le projet, évoqué depuis 2011, devrait conduire à déplacer quelques 50 000 personnes et construire un barrage de 263 m de haut, qui serait parmi les dix plus hauts au monde.

Le projet a été largement soumis aux soubresauts politiques. En 2017, quelques jours avant de quitter ses fonctions, le cabinet de l'ancien Premier ministre maoïste Pushpa Kamal Dahal a décidé d'attribuer le projet à la compagnie chinoise *China Gezhouba Group Company* en l'absence d'appel d'offre. En novembre de la même année, le nouveau gouvernement dirigé par le Parti du Congrès népalais a annulé le contrat pour cause d'irrégularités et d'un manque de transparence. Toutefois en 2018, à la

suite des élections parlementaires, le nouveau Premier ministre KP Sharma Oli a de nouveau confié le projet à la société chinoise. Le gouvernement souhaiterait aujourd'hui se passer de cette société.

En 2015, le coût estimé du projet était d'environ 2,5 Mds USD, soit plus d'un quart du budget de l'époque. Le gouvernement souhaite aujourd'hui recalculer le coût en prenant en compte l'évolution des prix des matériaux de construction. Les détails sur le financement ne sont pas encore connus et une entreprise publique, *Budhigandaki Hydropower Development Company Ltd*, devrait être créée pour prendre en charge les travaux.

Financement de la Banque mondiale de 275 M USD pour l'amélioration du commerce régional

La Banque mondiale a approuvé un projet de financement pour aider à améliorer le commerce régional au Népal en réduisant les coûts de transaction et de transport ainsi que le temps de transit le long des corridors régionaux. Le projet ACCESS (*Accelerating Transport and Trade Connectivity in Eastern South Asia*), d'un montant de 275 M USD au Népal, devrait notamment permettre la transformation du tronçon à deux voies de 69 km de la route Butwal-Gorusinghe-Chanauta en une autoroute à quatre voies. Ce projet devrait permettre de réduire la durée des trajets, offrant ainsi un meilleur accès aux ports maritimes de l'Inde. Le projet prévoit notamment la construction d'au moins trois marchés le long de l'autoroute, certains réservés aux femmes entrepreneurs, afin qu'elles puissent bénéficier de nouvelles opportunités. Le projet soutiendra également la digitalisation des systèmes douaniers aux postes frontières de Birgunj et de Bhairahawa. Pour rappel, les engagements totaux de la Banque mondiale au Népal ont atteint 715 M USD en 2021.

Pakistan

Signature de la seconde extension de l'initiative pour la suspension du service de la dette (ISSD)

L'Ambassadeur de France au Pakistan, M. Nicolas Galey, a signé lundi 27 juin à 10 h avec le Secretary EAD (*Economic Affairs Division*) le document officiel pour la seconde extension de l'ISSD.

A l'initiative G20 en juin 2020 au début de la pandémie, les pays membres avaient accepté de mettre en place un mécanisme de report (paiement différé) des engagements financiers des pays fragilisés par la pandémie en leur offrant un échéancier échelonné sur six années avec une période de grâce de deux ans sans intérêts, portant sur les financements et crédits publics éligibles au rééchelonnement prévu dans le cadre du Club de Paris. A ce titre, le Pakistan aura bénéficié, pour les trois tranches consolidées (mai 2020 - décembre 2020), extension 1 (janvier 2021- juin 2021) et extension 2 (juillet 2021-décembre 2021) d'un report de 3,7 Mds USD négocié en bilatéral avec 21 pays créanciers. Pour la France, la dernière extension de l'accord porte sur un montant total consolidé de près de 107 M USD émanant des institutions publiques telles que la Banque de France, l'AFD, Natixis ou Bpifrance.

Approbation par l'Assemblée nationale de la Loi de finances 2022/23

Sous la pression du FMI qui a transmis un *Memorandum* pour la politique économique et fiscale au Gouvernement dont l'approbation conditionne la poursuite du programme de facilité élargie, mais aussi le déboursement d'une tranche de près d'1 Md USD dans le cadre de la 7^{ème} revue, la LFE a été adoptée par l'Assemblée nationale ce jeudi 30 juin. C'était, de facto, l'ultime journée pour passer cette loi, faute de quoi le budget n'aurait pu entrer en vigueur à temps, l'année fiscale débutant le 1^{er} juillet.

Léger redressement du cours de la roupie (PKR)

Après avoir atteint un pic le 23 juin à 211,93 PKR / USD, la devise nationale a regagné hier près de 2,22 % (+4,7 PKR) pour s'établir à 207,23 PKR / USD sur le marché des changes interbancaires. Les autorités monétaires et notamment la banque centrale ont indiqué avoir procédé à la cession de plus de 150 M USD afin d'alimenter le marché des changes, sous tension depuis plusieurs jours face au risque de pénurie de dollars.

La signature ce même jour du renouvellement par la Chine de la ligne de crédit de 2,3 Mds USD confirmée par la banque centrale, a également contribué à réassurer les opérateurs. Cette annonce devrait rehausser le montant des réserves de la SBP (*State Bank of Pakistan*) à plus de 10,5 Mds USD soit près de 2 mois d'importations contre 6 semaines auparavant.

Projet de modification du statut de non-résident

Sur le modèle de nombreux pays dont la France, le gouvernement souhaite réévaluer le statut de non-résident afin de rendre éligible à l'impôt tout citoyen déclaré non-résident qui serait dans l'incapacité de prouver une absence de plus de 6 mois du territoire national. Le ministre des finances indique que quelques 4000 contribuables, détenant plus de 2 Mds USD, seraient concernés par cette décision.

Sri Lanka

Contraction du PIB au 1er trimestre 2022

Le PIB s'est contracté de 1,6% au premier trimestre 2022 par rapport au T1 2021. Cette contraction s'explique en grande partie par la mauvaise performance du secteur agricole (-6,8%) consécutive à la décision du président prise en mai 2021 (puis révoquée fin 2021) d'interdire l'utilisation des engrais chimiques afin de promouvoir une agriculture biologique. La culture du riz est particulièrement impactée (-50% pour la première récolte d'avril). Le PIB du secteur secondaire recule de 4,7%, l'industrie étant pénalisée par les difficultés d'approvisionnement induites par la pénurie

d'USD, par la hausse des prix et par les pénuries de carburants. Le secteur agro-alimentaire est particulièrement touché (-9,1%). En revanche, la filière habillement/textile est relativement épargnée grâce à ses bonnes performances à l'exportation. Enfin, le secteur tertiaire, le plus gros contributeur du PIB (55%) maintient une croissance légèrement positive (0,7%) grâce au rebond du tourisme (+25%), des services IT (+12%) et des télécommunications (+7,9%) qui compensent le recul des secteurs de la production audiovisuelle, des services professionnels et l'assurance et des transports de biens et personnes. L'aggravation des pénuries de carburant, l'arrêt du tourisme après les troubles du 9 mai et l'accélération de l'inflation, qui atteint fin juin 54,6% en glissement annuel, devraient aggraver la récession au T2 et T3. Sur l'année 2022, la Banque Mondiale prévoit une contraction du PIB de 7,8%.

La pénurie de carburant s'aggrave et paralyse le pays

Le gouvernement a annoncé qu'aucune nouvelle cargaison de carburant n'arriverait pas à Sri Lanka avant le 10 juillet. La dette de *Ceylon Petroleum Corporation* (CPC) s'élève à 1 Md USD. Compte tenu des arriérés de paiement accumulés par l'entreprise publique, ses fournisseurs traditionnels refusent de l'approvisionner à crédit. De surcroît, les banques internationales n'acceptent plus les lettres de crédit émises par les banques publiques sri lankaises. Face à cette situation, le gouvernement a annoncé que seuls les services essentiels (hôpitaux, électricité, eau, chemins de fer...) seraient approvisionnés par CPC. Dans ce contexte, depuis le début de la semaine, l'activité est extrêmement réduite (écoles fermées, télétravail généralisé...). Une nouvelle augmentation des prix à la pompe a été décidée le 26 juin. Elle varie entre 15% et 22% selon les carburants. Par rapport à début mars, le prix du diesel à la pompe a augmenté de 280% et celui de l'essence 95 de 164%. Enfin, le conseil des ministres a annoncé une ouverture de l'importation et de la distribution de carburants, jusque-là aux mains du duopole constitué de l'entreprise publique CPC et de *Lanka Indian Oil*

Company, à un troisième acteur. Ce dernier pourrait récupérer 200 à 300 stations-service appartenant à CPC à condition de s'engager à importer et distribuer du carburant à crédit pendant 6 à 12 mois. Le pays est également frappé par une pénurie de kérosène qui menace le fonctionnement du transport aérien à Colombo et la compagnie Sri Lankan Airlines. Face à cette situation, le gouvernement a autorisé plusieurs entreprises privées à importer du kérosène, activité qui jusqu'à présent relevait du monopole de CPC.

Augmentation du déficit public et de la dette du gouvernement au 1er trimestre 2022

Au premier trimestre 2022, le déficit public s'est élevé à 484 Mds (9% du PIB) soit une augmentation de 21% par rapport au T4 2021. Les recettes et les dépenses ont augmenté au même rythme soit 21%. Les dépenses courantes et les dépenses d'investissement ont augmenté de 19% et 46% respectivement. La dette du gouvernement central s'élève à 21 697 Mds de LKR (58 Mds USD) soit une augmentation de 23%. Elle représente 122% du PIB. Cette augmentation de la dette s'explique par le creusement du déficit mais également par la forte baisse du cours de la Roupie qui s'est traduite par un gonflement de 47% de la dette extérieure exprimée en Roupie.

Progrès dans les discussions avec le FMI

Selon le communiqué de presse publié par le FMI, une délégation du Fonds monétaire international (FMI) dirigée par MM. Peter Breuer, chef de la division « debt capital Markets » et Masahiro Nozaki, le chef de la mission pour Sri Lanka, s'est rendue à Colombo du 20 au 30 juin 2022 pour discuter du soutien à Sri Lanka et du programme de réformes économiques des autorités. Mme

Anne-Marie Gulde-Wolf, Directrice adjointe du Département Asie et Pacifique du FMI, a participé aux discussions politiques. Selon le communiqué de presse, l'équipe du FMI a eu des discussions constructives et productives avec les autorités sur les politiques économiques et les réformes susceptibles d'être soutenues par un accord dans le cadre du « mécanisme élargi de crédit ». Des progrès significatifs ont été accomplis et les discussions se poursuivront en ligne en vue de parvenir à un « staff level agreement » à court terme. Les objectifs du nouveau programme soutenu par le FMI seraient de rétablir la stabilité macroéconomique et la viabilité de la dette, tout en protégeant les populations vulnérables, en préservant la stabilité financière et en intensifiant les réformes structurelles pour remédier aux vulnérabilités, à la corruption et libérer le potentiel de croissance du Sri Lanka. La dette publique étant jugée insoutenable, l'approbation du Conseil d'administration nécessitera des assurances financières adéquates de la part des créanciers de Sri Lanka pour que la viabilité de la dette soit rétablie. Les discussions ont considérablement progressé au cours de la mission, notamment sur la nécessité de réduire le déficit budgétaire élevé tout en assurant une protection adéquate aux personnes pauvres et vulnérables. Compte tenu du faible niveau des recettes, des réformes fiscales de grande envergure s'imposent d'urgence pour atteindre ces objectifs. Parmi les autres défis à relever figurent la maîtrise de la hausse de l'inflation, la réponse aux fortes pressions sur la balance des paiements, la réduction de la corruption et l'engagement de réformes propices à la croissance.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B-	Stable	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	Ca	Stable	CC	Négative	C	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international